

➤ La loi de 1905

Le SNES rappelle son attachement à la laïcité qui est un élément majeur du lien politique. La philosophie laïque promeut une sphère publique fondée sur la raison et l'esprit critique, espace de débats, de confrontation des projets et des choix. Le SNES refuse que pour préserver l'ordre établi, les croyances, la morale et l'espérance religieuses se substituent à la citoyenneté, à l'aspiration au progrès social. Il rappelle aussi son attachement sans faille à la loi de 1905 en ce qu'elle garantit la liberté de conscience et de culte, assurant à chaque citoyen que ses convictions religieuses seront protégées, mais impose que la République ne reconnaisse ni ne soutienne aucun culte par quelque forme que ce soit. Elle garantit ainsi à l'encontre du prosélytisme religieux la liberté absolue d'être sans religion et fonde la laïcité sur une triple exigence :

- la liberté de conscience qui ne se réduit pas à la liberté religieuse
- l'égalité de tous les citoyens quelle que soit l'option spirituelle choisie
- la défense et la promotion du bien commun contre toute forme de cléricisme, c'est-à-dire contre toute tentative d'imposer tel intérêt particulier – qu'il soit religieux politique, économique, etc. – au détriment de l'intérêt général.

Ainsi la laïcité suppose un enseignement qui développe un esprit critique.

➤ La laïcité attaquée

Dans le monde, y compris en France, une offensive des religions vise à réclamer un traitement particulier des croyances qu'elles défendent. Cela se traduit par des demandes, y compris à l'ONU, de limiter la liberté d'expression, de critique concernant les religions et leurs symboles. Pour le SNES, il ne saurait y avoir de protections particulières pour ce qui touche aux religions.

Il ne saurait être question de :

- capituler devant certaines exigences des religions
- d'accepter la valorisation de « l'espérance religieuse » contre la morale laïque alors que le choix et la richesse de la laïcité sont justement de ne pas s'immiscer dans cette « aspiration à l'infini », laissant chaque citoyen, sur ce sujet, libre de sa propre réponse
- d'accepter la primauté du religieux sur le laïque et de la croyance sur la connaissance dans la transmission des valeurs, la définition du « bien et du mal » contestant à l'homme et à la société la capacité, sans la religion, de définir ce qui est bien et mal contestant la morale laïque et sa richesse

➤ La Laïcité et l'école

L'École est impliquée dans ce mouvement d'ensemble de multiplication et de diversification des manifestations « identitaires » dont celles d'appartenance religieuse. Ces manifestations sont loin de se limiter au port de signes religieux : contestations de cours (en particulier s'agissant de la théorie de l'évolution), refus de la mixité, ordre moral imposé aux filles mais aussi aux garçons, banalisation de l'insulte ou de l'agression sexiste raciste ou antisémite se multiplient. Au nom de la tolérance ou du respect de l'individu, du droit à la différence au profit de la différence des droits, la tentation existe de faire des compromis. Cela risque alors de conduire au développement d'une culture identitaire dans la société mais aussi dans l'École qui entraverait, en particulier, l'exercice de la citoyenneté. S'il faut réaffirmer la nécessité du dialogue et de l'explication, **il faut aussi réaffirmer qu'on ne peut négocier les principes de laïcité.** Dans le même temps, le SNES n'ignore pas l'instrumentalisation actuelle qui est faite de toutes ces questions dans le but de stigmatiser une partie de la population. Il refuse de s'inscrire dans des manœuvres de ségrégation sociale qui au bout du compte, alimentent elles aussi les communautarismes.

Le SNES s'oppose à toutes tentatives des groupes de pressions politiques, patronaux ou religions visant à influencer les programmes scolaires pour instaurer une histoire, une philosophie ou une économie officielles au travers des programmes (qui ne peuvent être conçus que par des universitaires et enseignants).

Le SNES note par ailleurs que le développement des intégrismes religieux s'appuie, pour une part, sur les problèmes sociaux qui conduisent à la marginalisation voire à la ghettoïsation d'une partie de la population. Traiter les problèmes sociaux dans notre pays est aussi un des moyens de lutter contre les intégrismes.